

# COMMUNIQUÉ

Les organismes d'action communautaire autonome en appui à la lutte étudiante

## **Une lutte pour nos droits à tous et toutes !**

**MONTRÉAL - le 4 avril 2012.** Le soutien à la lutte étudiante s'élargit ! Des porte-parole de quatre grands regroupements nationaux d'organismes d'action communautaire autonome ont signifié clairement leur appui aux revendications du mouvement étudiant et à leur lutte actuelle contre le gouvernement Charest.

Cette sortie s'est faite dans le cadre d'une action symbolique tenue aujourd'hui par la *Coalition montréalaise pour la survie des services publics* afin de souligner l'érosion des services publics, et ce, sous le thème de « l'État-tombe ». De faux rochers ont été jetés du haut d'un viaduc, symbolisant la chute des acquis sociaux. Depuis plusieurs années, les gouvernements se sont livrés à des baisses d'impôts, se privant ainsi de revenus substantiels qu'ils veulent reconquérir en tarifant ou en abolissant des services, ce qu'on a encore vu lors des deux derniers budgets.

« La hausse des frais de scolarité est un exemple éloquent de la volonté gouvernementale de refiler la facture aux étudiants et étudiantes. Elle met en péril l'accessibilité aux études et constitue un recul par rapport à l'égalité des chances. Les organismes communautaires refusent cette voie et appuient le mouvement étudiant qui lutte pour défendre le droit à l'éducation » explique Sébastien Rivard, de la ***Coalition des tables régionales d'organismes communautaires (CTROC)***.

Pour sa part, Mme Mercédeez Roberge de la ***Table des regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles (TRPOCB)*** rappelle que les droits sont interdépendants et interreliés. « Ainsi, en attaquant le droit à l'éducation, le gouvernement s'en prend à tous les droits économiques et sociaux. Ne le laissons pas nous diviser sur cette lutte qui concerne l'ensemble de nos droits et l'ensemble de notre société ! »

En complément, M. François Baillargeon du ***Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire (MÉPACQ)*** souligne que « la lutte pour élargir l'accès à l'éducation post-secondaire est indissociable du travail d'éducation populaire que réalisent les groupes communautaires à longueur d'année. Ce sont deux fronts dans une même bataille pour démocratiser le savoir et permettre à des populations généralement pauvres et discriminées de se réapproprier du pouvoir sur leur vie et leur société. »

En terminant, M. Normand Gilbert du ***Réseau québécois de l'action communautaire autonome (RQ-ACA)*** rappelle « que la richesse existe et que différentes alternatives sont proposées pour aller chercher plusieurs milliards de dollars (voir annexe). Ne pas appliquer ces mesures proposées relève de l'hypocrisie politique qui maintient l'injustice fiscale développée depuis une vingtaine d'année au Québec. »

Les quatre regroupements nationaux d'organismes d'action communautaire autonome signataires du présent communiqué, rejoignent et représentent plus de 4 000 organismes partout au Québec.

30

Renseignements :

M. Sébastien Rivard, porte-parole de la CTROC, (514) 497-7146

Mme Mercédeez Roberge, coordonnatrice à la TRPOCB, (514) 690-7826

M. François Baillargeon, coordonnateur au MÉPACQ, (514) 843-3236

M. Normand Gilbert, coordonnateur au RQ-ACA, (514) 845-6386

Tiré du document

« **FINANCES PUBLIQUES : D'AUTRES CHOIX SONT POSSIBLES !** »

Automne 2010

de la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics intitulé

**ALTERNATIVES FISCALES ET ÉCONOMIES POTENTIELLES <sup>(1)</sup>**

<b>Mesures proposées</b>		<b>Argent récupéré (par année) **</b>
<b>A- RÉINSTITAURER LA PROGRESSIVITÉ DE L'IMPÔT DES PARTICULIERS</b>		
1	Ajouter un palier d'imposition*	950 millions \$
2	Établir 10 paliers d'impositions différents	1,3 milliard \$
3	Abolir le crédit d'impôt sur les gains en capital des particuliers *	567 millions \$
4	Diminuer le plafond des REER*	300 millions \$
5	Moduler les taxes à la consommation en fonction des biens achetés*	745 millions \$
<b>B- RÉTABLIR UN ÉQUILIBRE ENTRE LES IMPÔTS DES PARTICULIERS ET LES IMPÔTS DES ENTREPRISES</b>		
6	Revoir les mesures fiscales destinées aux entreprises	1,4 milliard \$
7	Augmenter les redevances sur les ressources naturelles (exemple : l'industrie minière)*	300 millions \$
8	Rétablir la taxe sur le capital pour les entreprises financières	800 millions \$
9	Modifier les contrats secrets d'Hydro-Québec	467 millions \$
<b>C- LUTTER CONTRE LA FRAUDE</b>		
10	Lutter contre l'évitement fiscal*	500 millions \$
11	Lutter contre l'évasion fiscale*	300 millions \$
12	Lutter contre la corruption dans l'attribution des contrats gouvernementaux *	600 millions \$
<b>D- CESSER D'EMBAUCHER DES COMPAGNIES PRIVÉES DANS CERTAINS SERVICES PUBLICS</b>		
13	Cesser de recourir aux PPP dans la construction d'infrastructures publiques*	---
14	Cesser de recourir aux agences de placement dans les institutions publiques de santé	56 millions \$
15	Cesser de recourir aux cliniques médicales spécialisées	15 % à 30 % d'économie
<b>E- RÉFORMER LA POLITIQUE DU MÉDICAMENT</b>		
16	Adopter des mesures de contrôle du coût des médicaments*	1 milliard \$
17	Abolir la règle de protection des brevets (règle de 15 ans)	200 millions \$
<b>TOTAL PROJETÉ</b>		<b>Environ 9 milliards \$ par année</b>

\* Les mesures marquées d'un astérisque ont été débattues et adoptées par la Coalition opposée à la tarification et à la privatisation. Les autres mesures sont rapportées afin de soutenir l'élargissement du débat sur les choix fiscaux qui pourraient être faits. Par manque de temps ou à cause de divergences d'opinion, elles n'ont pas encore été discutées ou n'ont pas pu être adoptées par l'ensemble de la Coalition.

\*\* Les montants présentés dans ce tableau ont tous été estimés de façon conservatrice. De plus, puisque la deuxième proposition inclut la première, le montant de 950 millions \$ n'a pas été considéré dans le total.

(1) Pour mieux comprendre les données ci-dessus, veuillez consulter le document complet au <http://www.nonauxhausses.org/affiches/alternatives-fiscales-justes-et-equitables-pour-les-finances-publiques/>